

 Contenu archivé le 2023-03-24

Des chercheurs de l'UE contribuent à une meilleure politique sur la qualité de l'air

Un projet financé par l'UE a entrepris une recherche en profondeur pour soutenir la révision et la mise en œuvre de la législation détaillée sur la qualité de l'air de l'UE.



© Shutterstock

Cette dernière décennie, la qualité de l'air représente un des soucis environnementaux principaux pour les citoyens de l'UE. Bien que la qualité de l'air se soit particulièrement améliorée ces 20 dernières années, on réalise de plus en plus que les mesures techniques ne suffisent pas pour atteindre les standards élevés en matière de qualité de l'air figurant dans la législation environnementale de l'UE. Les décideurs politiques se concentrent désormais sur la dimension socio-économique

des politiques sur la qualité de l'air afin d'améliorer leur acceptation efficace et globale par les citoyens de l'UE.

Le projet SEFIRA financé par le 7^e PC a donc passé trois ans à coordonner certaines des meilleures ressources scientifiques et socio-économiques afin de comprendre plus profondément ces questions complexes. Prévu de s'achever fin mai 2016, l'équipe du projet a organisé un atelier de clôture à Bruxelles le 20 avril 2016 afin de présenter ses résultats officiellement aux parties prenantes européennes.

Comprendre les perceptions et la sensibilisation des questions liées à la qualité de l'air

L'équipe du projet s'est servie d'une approche transdisciplinaire qui englobait des domaines aussi divers que l'économie, les sciences politiques, la géologie et les sciences atmosphériques. Ils se sont penchés sur une analyse détaillée des documents pour vérifier comment les directives pertinentes de l'UE ont été traduites en mesures nationales et locales afin de combattre la pollution atmosphérique.

Ils ont ensuite interrogé 38 experts provenant de quatre pays européens afin de découvrir quels sont les obstacles les plus importants à la mise en œuvre totale de la politique. Enfin, ils ont mis en place des groupes de discussion détaillés dans quatre villes d'Europe (Anvers, Milan, Varsovie et Malmo) pour comprendre quels sont les soucis réels et la vision des citoyens sur l'avenir en matière de qualité de l'air. Ils ont découvert une différence notable au niveau des attitudes et de la prise de conscience; par exemple, les résidents d'Anvers étaient considérés comme étant très actifs et organisés en la matière, leurs efforts étant même présentés dans les médias flamands locaux. Ces niveaux d'activisme élevés n'ont pas été enregistrés dans les trois autres villes.

À l'aide de la méthode CAWI (Computer Assisted Web Interviewing), le projet a également mené plus de 16 000 entretiens individuels dans sept États membres de l'UE (Autriche, Belgique, Allemagne, Italie, Pologne, Suède et Royaume-Uni). Les participants ont été interrogés sur des questions démographiques mais aussi sur leurs habitudes de mobilité et alimentaires. Plus particulièrement, les participants devaient avoir plus de 18 ans, utiliser de vieux véhicules polluants et consommer de la viande et des produits laitiers plus de quatre fois par semaine. Par la suite, on leur a posé des questions détaillées sur leurs opinions et attitudes concernant les diverses questions environnementales.

Les chercheurs ont découvert que les attitudes et les perceptions différaient considérablement selon les pays, les groupes d'âges, les niveaux d'éducation et les genres. Par exemple, lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'accord avec le fait que ce n'est pas à l'individu d'adopter un comportement respectueux de l'environnement, seuls 19 % des participants autrichiens et 18 % des participants britanniques ont été d'accord, contrairement à 30 % des Belges. Un quart des participants polonais estimait que la question de la protection environnementale n'était pas importante, une part bien plus élevée que dans les pays d'Europe occidentale. En Autriche, les hommes étaient moins enclins à changer leurs habitudes de mobilité que les femmes, et étaient disposés à payer 40 % plus qu'ils ne payent actuellement (en taxes, en charges etc.) afin de ne pas changer leurs habitudes. En ce qui concerne les habitudes alimentaires, les Autrichiens et les Belges étaient disposés à payer 65 % de plus que les compatriotes femmes afin de ne pas changer leur alimentation. Un résultat surprenant du projet était que les participants les mieux éduqués étaient disposés à payer 70 % de plus que les participants moins éduqués pour ne pas changer leurs habitudes de mobilité.

Implications politiques et étapes à venir

Les travaux de SEFIRA montrent pour la première fois que ces méthodes de recherche ont été appliquées en matière de qualité de l'air. Sur la base de ces résultats variés, il semble que les décideurs politiques d'Europe doivent trouver un

moyen d'équilibrer et d'intégrer ces perceptions individuelles aux critères et priorités techniques pour l'action politique en cours. Notamment, l'acceptabilité individuelle de la politique environnementale devrait être prise en compte lors du processus de mise en œuvre politique.

Les résultats du projet ont été bien reçus par les décideurs politiques actuels. La MPE Eleanora Evi, intervenante lors de l'atelier et membre actif du comité environnemental du Parlement européen, a déclaré que les résultats du projet étaient très locaux, notamment à la suite des récents événements comme le scandale Volkswagen sur les émissions. «Ce projet vient à point nommé pour accélérer le débat sur ces questions, notamment car certains fichiers comme la directive sur la qualité de l'air semblent être en jeu», a-t-elle commenté.

Bien que le projet touche bientôt à sa fin, l'équipe du projet a affirmé qu'elle poursuivra des analyses approfondies de ses résultats et mènera davantage de recherche à ce sujet. Dans l'ensemble, le projet visait à montrer comment une telle approche pluridisciplinaire et la méthodologie utilisée pour la recherche SEFIRA peut être appliquée pour une meilleure élaboration de politiques et une mise en œuvre des politiques aux niveaux de l'UE, national et local.

Pour plus d'informations, veuillez consulter:

[site web du projet SEFIRA](#) 

Pays

Italie

Projets connexes

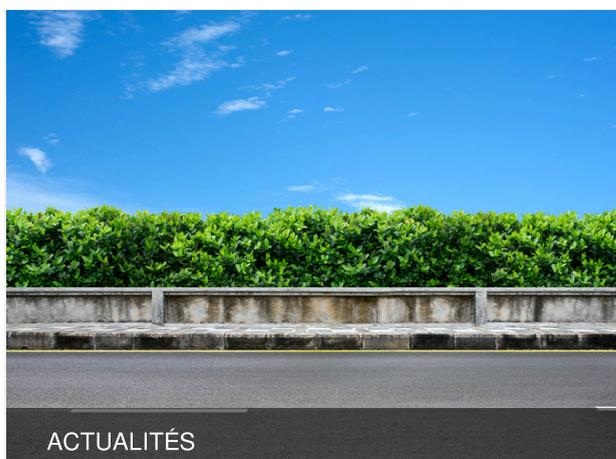
 <p>SEVENTH FRAMEWORK PROGRAMME</p>	ARCHIVED
	<p>SEFIRA</p> <p>Socio-economic implications for individual responses to Air Pollution Policies in EU +27</p>
PROJET	4 Mai 2023

Cet article apparaît dans...



Les exoplanètes: l'espoir d'une vie au-delà de la Terre

Articles connexes



PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Des haies contre les émissions des véhicules à moteur? Réduire la pollution routière à l'aide de barrières de végétation



15 Janvier 2020

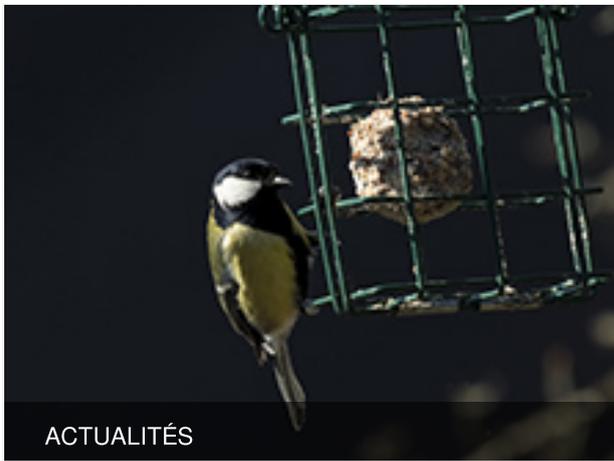


PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Repérer efficacement les véhicules polluants



24 Septembre 2019



ACTUALITÉS

PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Ce que les télomères peuvent nous apprendre sur l'impact de l'urbanisation sur les oiseaux



2 Novembre 2017



ACTUALITÉS

PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Une augmentation de trois degrés de la température «annulera» les efforts européens de réduction des émissions de carbone



11 Août 2017



ACTUALITÉS

PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Les émissions d'oxyde d'azote liées à la circulation ont été largement sous-estimées

12 Juillet 2017



ACTUALITÉS

NOUVEAUX PRODUITS ET TECHNOLOGIES

Comprendre les conséquences de la politique d'atténuation du changement climatique

10 Août 2016



ACTUALITÉS

PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Une nouvelle étude montre que les rejets des habitations sont la clé pour réduire la pollution de l'air à Pékin

30 Juin 2016

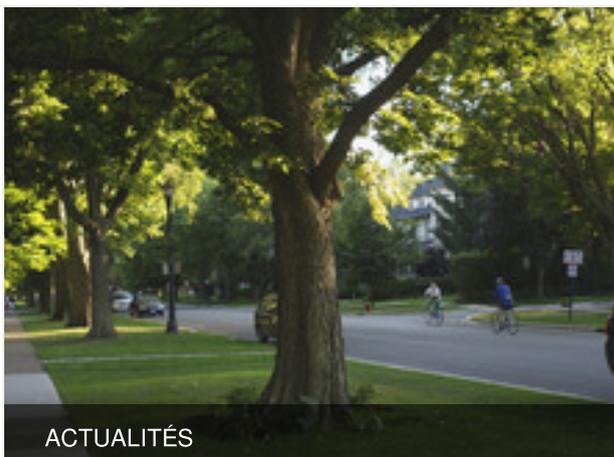


ACTUALITÉS

PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Des stations mieux protégées des polluants dangereux

31 Mars 2016



ACTUALITÉS

Tendances scientifiques: les rues bordées d'arbres sont bonnes pour la santé

17 Juillet 2015



ACTUALITÉS

Un portail d'informations sur les normes environnementales pour l'Europe

30 Mai 2014

Permalink: <https://cordis.europa.eu/article/id/119162-eu-researchers-contribute-to-better-air-quality-policy/fr>

European Union, 2025

